

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

CONVOCATON

En vertu du pouvoir qui lui a été donné dans la dernière séance générale, le comité du *Bulletin*, pour les raisons exposées dans l'article ci-dessous, convoque une assemblée générale des membres de l'Union Républicaine pour *mercredi prochain*, 23 courant, à 8 heures du soir, au local habituel, 100, Prince street.

NOTRE REORGANISATION

Pour faire de notre réorganisation une chose sérieuse, le Comité a eu à considérer tous les moyens qui pourraient en assurer le succès.

Les deux années qui viennent de s'écouler ont démontré que, si les dévouements sont nombreux en manifestations oratoires, ils sont extrêmement rares quand il s'agit d'argent. Malgré les plus belles promesses faites par un grand nombre, la charge du *Bulletin* a été presque exclusivement laissée à un petit nombre de fidèles qui ont fait face à toutes les dépenses et se sont ingénies à faire les frais nécessaires à sa publication.

Nous ne prétendons faire de reproches à personne, persuadés que nous sommes que si les promesses faites n'ont pas été réalisées, la raison est qu'il y a eu impossibilité de leur part.

Aujourd'hui, il faut en quelque sorte renoncer au dévouement, ou du moins, n'en pas faire le point de départ de l'œuvre que nous voulons entreprendre. Si se produit, et nous sommes certain qu'il se produira au moins de la part de ceux qui ne l'ont jamais refusé à la cause, il viendra comme un appoint important, mais il ne sera jamais qu'un appoint. Pour que nous puissions réussir, il nous faut des abonnés qui paient le prix de leur abonnement. Si ce prix est régulièrement payé, nous avons la certitude de mener à bien notre publication et même de la transformer à nouveau en un journal quotidien qui prendra alors la place qui convient au parti républicain socialiste qui n'a pas un seul représentant de la langue française en Amérique.

Mais pour que nous puissions arriver à ce résultat, il faut que nous réussissions dans notre premier projet de journal hebdomadaire.

Les nombreuses demandes qui nous ont été adressées de tous les points de l'intérieur nous rendent certains du succès, si toutefois ces promesses s'exécutent, et nous n'avons pas de raison d'en douter puisqu'elles ont été toutes spontanées. C'est pour cela que nous engageons nos amis à envoyer dès à présent le prix de leur abonnement afin que nous puissions les considérer comme abonnés sérieux. Ce prix, nous l'avons dit, est de 3 dollars par an.

Maintenant, en ce qui concerne nos amis plus spéciaux, ceux qui ne font pas seulement du dévouement en théorie, mais le mettent en pratique, nous leur disons, envoyez aussi vos souscriptions, cela peut nous donner la mesure de ce que nous pourrions obtenir de ce côté, et nous faire entrevoir la date où nous pourrions paraître quotidiennement.

Relativement à ces souscriptions, il a été discuté deux propositions : l'une qui consiste à émettre 1,000 actions à 5 dollars chaque, donnant droit, comme toutes les actions du monde,

à une part dans la propriété du journal, dans les bénéfices de l'entreprise (si bénéfices il y a) et droit à la direction et à l'administration. Les actionnaires auraient ainsi, outre l'intérêt moral de voir réussir l'entreprise, un autre intérêt matériel qui les engagerait fortement à propager le journal et à en faire une spéculation dans le sens industriel. Ce double intérêt ne manquerait pas d'attirer un grand nombre de souscripteurs à nos actions et serait un puissant élément de succès.

L'autre système, au contraire, consisterait à émettre ces actions tout simplement à titre honorifique.

Une déclaration a été faite, au commencement de la publication du *Bulletin*, qu'il ne pouvait pas y avoir de bénéfice possible. Le journal est fait par des travailleurs, s'adressant à des travailleurs et défendant les droits des travailleurs, il existe donc entre les fondateurs du journal et ses abonnés un lien de solidarité qui leur défend de spéculer sur eux-mêmes, et par conséquent de faire des bénéfices. Si cependant, par impossible, des bénéfices étaient faits, ils devraient être employés en frais de propagande, en extension du format du journal, ou de toute autre manière que l'on croirait avantageuse aux principes que le journal défend.

Partant de ce point de vue tout nouveau en matière d'action, il devrait être bien compris par les souscripteurs que l'action ne leur donnerait aucun droit, si ce n'est celui de dire : nous avons contribué à la fondation de ce journal, et par contre nous avons eu notre part d'initiative dans tout ce qui a été publié par lui pour arriver aux réformes sociales que nous propagons tous. Leurs actions seraient un joyeux qui ne leur donnerait droit à aucun bénéfice par la raison qu'il ne peut y avoir de bénéfices.

Comme cette double manière d'envisager la question est importante puisqu'elle doit impliquer au fond, d'une manière indirecte, la politique du journal, le comité a cru de son devoir d'en saisir l'Assemblée, qui se réunira au lieu ordinaire de ses séances, mercredi prochain 23 août à 8 heures du soir. Les citoyens membres de l'Union Républicaine sont priés de vouloir bien y assister afin de prendre part à la discussion qui aura lieu à cet effet.

LE PLAN FINANCIER.

Mr. Thiers est bien le plus fourbe et le plus risqué coquin qui se puisse imaginer ! Après le plan financier qu'il a fait présenter à l'Assemblée par son ministre Pouyer-Quertier, trouvera-t-il encore des naïfs qui prendront au sérieux toutes les banalités avec lesquelles il n'a cessé jusqu'à ce jour d'amuser les badauds ?

Croira-t-on encore à la sincérité de ce vieux relaps, dont la vie toute entière n'a été qu'un tissu de ruses, de mensonges et de crimes de toutes sortes ?

Machiavel avait dit : "Diviser pour régner." Napoléon modifia la maxime en l'amplifiant : au lieu de diviser seulement, tous ses efforts en politique tendirent à pervertir le peuple, à fabriquer, en érigant la dépravation des mœurs en système. Thiers, en homme de progrès, — car il y a aussi bien progrès dans le mal que dans le bien, — avec ce mauvais génie qui le caractérisait, a cru devoir ajouter à ces moyens de gouvernement, la rime, la faim !

Avec toute la ruerie dont il est capable, et Dieu sait s'il en a, ce saltimbanque homme d'état avait préparé son terrain de longue main. Après la révolution de Paris, dont il avait été le provocateur, certain d'a-

voir gagné les sympathies de l'Assemblée royaliste de Versailles par la répression sanglante dont il avait été l'ordonnateur, il pensa qu'il était arrivé au jour où il obtiendrait tout ce qu'il voudrait, et que le moment était venu d'accomplir les promesses faites à Bismark de ruiner complètement la France.

Avant, selon son habitude, attaqué les républicains qui défendaient le droit le plus élémentaire en république, celui de se gouverner et de faire leur police, après les avoir dépeints comme des factieux de la pire espèce, après avoir pour la vingtième fois au moins, fait l'éloge de toutes les vertus civiques qu'il pourrait avoir, il fit la déclaration à l'Assemblée, émerveillée de son omniscience, que les dépenses de la dernière guerre avec la Prusse, l'intérêt de l'indemnité à payer au vainqueur et les frais de la répression de ce qu'il appelle l'insurrection parisienne, avaient causé une augmentation de 600 millions de francs dans les dépenses. En outre, que les recettes, par suite du désarroi dans lequel les finances étaient tombées par le fait de tous ces événements, il y avait une diminution de 400 millions dans les recettes. Ce qui portait le déficit dans le budget à peu près, en chiffres ronds, à un milliard, qu'il fallait combler sous peine de déclarer la France en état de banqueroute.

Quelque soit ce déficit, la France, dit-il, est assez riche pour y faire face ; dans le dernier emprunt, elle a prouvé qu'elle avait plus d'argent qu'aucun autre peuple. Dès lors, un milliard de plus ou de moins ne peut affecter ses ressources.

Puis, appelant Mr. Pouyer-Quertier à la rescousse, cette autre illustration économique a développé son fameux plan financier, qui, s'il était adopté, plongerait la France dans des abîmes insondables.

D'après les calculs de Mr. Pouyer-Quertier, il était arrivé à cette conviction, que la France pouvait trouver tout l'argent nécessaire pour équilibrer le budget, en imposant les matières premières qui servent à notre industrie, seulement de 20 p. cent, un cinquième de leur valeur.

Toujours d'après Mr. Pouyer-Quertier, cet impôt n'avait rien d'onéreux ni de vexatoire, car le fabricant qui paierait cet impôt en obtiendrait immédiatement le remboursement, en augmentant d'autant le prix de vente de l'objet manufacturé, toute la charge en retombant sur le consommateur.

Or, qui est le consommateur ? l'ouvrier. Il supporterait de cette façon la peine de sa faute, et saurait une fois de plus ce qu'il en coûte pour tenter d'être libre.

Cet impôt avait en outre un immense avantage ; c'est que la propriété, la seule institution qui soit sacrée dans le temps où nous vivons, ne serait pas frappée.

Tout cela ne se disait pas à la tribune, mais cela se disait dans les comités avec bien d'autres choses encore.

Cependant, le plan avait été publié dans les journaux, et les fabricants des provinces s'en émeurent.

Les négociants Lyonnais commencent à protester contre un pareil système, dont l'adoption ruinerait le commerce des soies, qui est l'un des plus considérables de France. Un impôt aussi exorbitant ferait que le prix de revient serait tel, qu'il serait impossible de lutter contre la concurrence des fabricants Italiens et Suisses, ces derniers pouvant vendre à un prix de 20 p. cent meilleur marché. Il n'y avait rien à répondre, Mr. Pouyer-Quertier consentit à modifier son plan en ce qui concernait les soies.

De leur côté, les Chambres de Commerce des autres villes manufacturières, pétitionnèrent chacune pour sa spécialité, soutenant, d'après la même thèse, que l'industrie manufacturière, qui déjà avait tant de désavantages avec la concurrence étrangère, serait placée dans l'impossibilité absolue de lutter avec l'Angleterre et l'Allemagne qui continueraient à produire aux prix antérieurs.

Enfin, en dernière ligne, sont venus les armateurs de nos ports marchands qui, par des chiffres indiscutables, ont prouvé à M. Thiers et à M. Pouyer-Quertier que l'impôt augmentait la valeur des marchandises, la consommation diminuerait dans d'énormes proportions, et qu'il en résulterait aussi fatalement une diminution dans les transports ; ce qui équivalait à la ruine

de notre marine marchande.

En présence de ce concert unanime de protestations venant de tous les points de l'horizon, les propriétaires eux-mêmes ont bien compris que l'impôt les frappait indirectement. Car, se sont-ils dit, si la France cesse de produire, nous qui sommes les uniques consommateurs du pays, puisque nous absorbons seuls, par la route et l'intérêt, tout ce qui est profit net, nous éprouverons nécessairement une diminution dans nos revenus.

L'égoïsme de ces messieurs les propriétaires et capitalistes une fois mis en jeu, le plan de M. Pouyer-Quertier fut condamné. Aussi, la commission chargée d'en faire l'examen l'a-t-elle repoussé à une forte majorité.

Que vont-ils proposer à la place. Nous ne pouvons le prévoir, mais nous avons la certitude qu'ils n'attaqueront ni la propriété ni le capital qui seuls absorbent tout, et qui, dès lors, devraient seuls supporter toutes les charges de l'Etat.

Quand à M. Thiers, il a assez d'astuce pour se tirer de la situation, au moins avec l'Assemblée; mais en sera-t-il de même avec Bismark?

Pour nous qui avons la conviction que Thiers est l'ennemi le plus dangereux du pays qu'il gouverne, nous ne pouvons rien attendre de lui qui soit de nature à sauver la situation qu'il a contribué, plus que tout autre, à créer. Malgré toutes ses protestations de dévouement et d'humanité, nous avons la conviction intime qu'il ne cherche qu'à amener une catastrophe afin de détruire la République de 1871 comme il a détruit celle de 1848; son plan financier est une preuve évidente de sa trahison.

En effet, au lieu de chercher à augmenter nos débouchés en sollicitant les consommateurs de nos produits sur tous les marchés étrangers, d'assurer le travail, si nécessaire aux ouvriers qui ont tant souffert dans cette dernière année, en imprimant une impulsion à notre commerce, il ne fait que d'apporter de nouvelles entraves en demandant l'application de toutes les vieilleries protectionnistes que la science a condamnées et que les peuples les plus florissants ont abandonnées depuis longtemps.

Quelle peut donc être la cause de ce système, si ce n'est la trahison?

Mr. Thiers a des engagements pris vis-à-vis des rois de l'Europe, il en a également vis-à-vis des princes d'Orléans, qu'il faut remplir. Pendant toutes les péripéties qu'il a faites dans toutes les cours durant la guerre avec la Prusse, il a promis à l'Europe que la République Française ne se fonderait pas; que, pour l'empêcher de prendre racine, il fallait que Paris fut assiégé et pris par les Prussiens; que Bismark et Guillaume, remplissant dans cette circonstance le rôle de gendarmes de l'Europe, dicteraient ensuite les conditions de la paix.

On sait comment ce plan a été suivi jusqu'au bout. Comment, après la capitulation de Paris, la déléguation de Bordeaux désignant les hommes indignes de représenter la France, Mr. Bismark, en sa qualité de gendarme, ordonna et dirigea les élections selon son désir. Comment, sur ses injonctions, Mr. Thiers fut élu par dix-huit départements.

Il fallait en outre, pour servir les intérêts monarchiques européens, que la France révolutionnaire fut impuissante, on l'a démembrée; qu'elle fut pauvre, on lui a pris cinq milliards. Tout a été consenti d'avance par Thiers.

Mais l'emprunt ayant démontré que les cinq milliards n'étaient pas assez pour appauvrir le pays, Bismark imposa de nouvelles conditions. Pendant que l'argent de la France servira à développer le commerce allemand, il ordonne, par l'entremise de ses commis, d'augmenter les dépenses de la fabrication française. Il s'est mis dans la tête que Berlin détrônerait Paris, le meilleur moyen d'y parvenir est de rendre la France impuissante.

Pour cela, deux moyens. D'abord, rendre la production impossible par les entraves du commerce, ensuite, supprimer les ouvriers. Ces deux moyens sont mis simultanément à l'œuvre, et on ne peut manquer de réussir.

La France ainsi livrée par Thiers, ce Méphistophélès à lunettes, saura-t-elle se préserver du danger qu'elle court, car il s'agit non plus de la République, mais de la France elle-même. La République déjà est sacrifiée. Si les soi-disant républicains bourgeois ne s'aperçoivent pas de la trahison qui s'exécute tous les jours, c'est qu'ils sont aveugles. Pendant qu'à Versailles le Guignole exécutif fait des protestations de dévouement à la République, il appointe à Londres un duc qui rend les honneurs souverains au fils de son ancien maître et le fait appeler roi de France.

D'un autre côté, par ses plans financiers il livre la fortune de la France entière, son commerce et, son

industrie à Bismark, l'ennemi le plus implacable de la France.

Et cependant, malgré toutes ces preuves évidentes, on voit encore des journaux traiter ce mirmidon de grand homme et qui lui prêtent l'ambition de vouloir imiter Washington.

Pauvre France! quand donc comprendra-t-elle qu'elle a la force de pouvoir s'administrer elle-même, et quand donc rompra-t-elle avec les traditions du passé?

En ce moment, la Société Internationale des travailleurs fait tous ses efforts pour la faire sortir de l'ornière des vieilles routines. Les populations répondront-elles à ces efforts et consentiront-elles enfin à s'émanciper de tous ces blagueurs, de tous ces charlatans politiques qui n'ont pour la guérir de ses misères que les vieilles emplâtres dont se sont servi toutes les monarchies.

LA REPUBLIQUE UNIVERSELLE

Journal international quotidien.

Tel est le titre que prend une nouvelle publication qui se fait à Genève, en Suisse, et qui a été fondée par un groupe de républicains appartenant à tous les pays de l'ancien et du nouveau-monde.

Cette feuille, comme son titre l'indique, sera l'organe international, dans le sens le plus large du mot, des intérêts et des aspirations de tous ceux qui sont les victimes de l'organisation actuelle de la société.

Par ses rédacteurs, au nombre desquels figure le citoyen Nostag, ancien membre de la Commune de Paris et ancien rédacteur du journal la *Revolution*, par ses correspondants de Paris, de Berlin, de Vienne, de Barcelonne, de Londres, de Florence, de Bucharest, de Constantinople, de New York et de toutes les autres villes des Etats-Unis où la Société Internationale des Travailleurs étend ses ramifications, la *Republique Universelle* est appelée à rendre les plus grands services à la classe des travailleurs en traitant au point de vue de ses intérêts toutes les questions politiques et économiques.

L'état de la vieille société, basé sur l'antagonisme des nations, des classes et des individus, tend à se transformer de plus en plus tous les jours. Un ordre nouveau, basé sur la liberté et la solidarité, que chacun pressent et appelle et auquel le despotisme gouvernemental seul fait obstacle, doit, dans un avenir prochain, prendre sa place.

Pour amener aussi vite que possible cette transformation, il faut travailler sans relâche au rapprochement des différents groupes de la grande famille des travailleurs, leur apprendre à se connaître, à s'associer afin de pouvoir tirer le meilleur parti des changements qui doivent se produire.

Comme nous, la *Republique Universelle* travaille à obtenir ce résultat, but de tous nos efforts, et à ce titre nous faisons bon accueil et souhaitons succès à cette feuille nouvelle.

Souscription au profit des Communiens

Nous apprenons qu'une souscription vient d'être ouverte sous la recommandation expresse du Comité Central de l'Association Internationale des Travailleurs, par toutes les sections des Etats-Unis, pour venir en aide aux réfugiés français échappés aux massacres.

Certes, jamais un appel aux nobles sentiments de fraternité qui sont dans le cœur de tous les travailleurs n'a été fait dans des circonstances plus tristes et n'a été commandé par des nécessités plus impérieuses. L'Association Internationale en Amérique fait appel à tous ses membres et à tous les amis de la cause du travail, d'acquiescer une dette sacrée envers nos malheureux frères et surtout de nos malheureuses sœurs, dénués de tout, sans travail, sans asile, chassés, traqués, poursuivis comme des bêtes fauves, après avoir vu massacrer sous leurs yeux pères, mères, maris, frères, sœurs, enfants, parents, amis, et échappés eux-mêmes par miracle au carnage, sous des déguisements, sous des noms divers, et réfugiés sur des territoires hospitaliers pour se soustraire à la haine et à la cruauté de la bourgeoisie.

En combattant dans la Commune de Paris, ils ont versé leur sang pour nous, car ils défendaient la cause des travailleurs.

Et ces pauvres veuves obligées de fuir, emportant

de leurs enfants ceux qu'elles ont pu arracher à la férocité d'une soldatesque impitoyable, accusées d'être d'ignobles incendiaires, pour avoir héroïquement combattu à côté de leurs maris, ont droit à toute notre sollicitude.

Nous qui avons assisté passivement à cette lutte gigantesque nous devons nous élever à la hauteur de la reconnaissance qui leur est due. C'est une dette que nous devons payer, et ce que nous leur offrons n'égalera jamais les sacrifices qu'ils ont fait pour notre cause.

Donc, que tous les travailleurs secondent les efforts de l'Internationale. Deux heures de travail de plus par semaine au profit des réfugiés de la Commune, et nous produirons ainsi des milliers de dollars qui sauveront de la misère et peut-être de la mort ces courageuses victimes.

Nous nous associons à l'Internationale pour acquiescer cette dette d'honneur, et nous ouvrons aussi une souscription dans nos bureaux.

INVENTION DU HERALD

Le *New York Herald* a publié une conversation que l'un de ses correspondants aurait eue avec le citoyen Carl Marx, du Conseil général de l'Association Internationale.

Comme toujours, le *Herald* profite de cette circonstance pour attaquer très fortement plusieurs membres de la Commune de Paris, et prête au citoyen Marx des paroles qui n'ont jamais pu sortir de sa bouche.

Nous ajoutons, en ce qui nous concerne, fort peu d'importance à tout ce que peut dire le *Herald*; nous savons à quel nous en tenir sur la véracité et de ses dépêches et des faits par lui articulés sous la rubrique de correspondance.

La déclaration de M. Reid, que nous publions aujourd'hui, et qui était aussi correspondance du *Herald*, prouve comment on altérerait ses dépêches et comment les faits qu'il signalait étaient dénaturés. Mais, pour beaucoup, ces correspondances disent vrai; ils ne peuvent supposer qu'on ait assez d'impudence pour prêter à quelqu'un que l'on nomme, un langage qu'il n'a pas réellement tenu. Nous sommes donc dans la nécessité de démentir les faits et surtout la peinture que le citoyen Marx est prétendu faire de plusieurs personnages de la Commune.

Nous les démentons parce qu'ils ne sont pas conformes à la vérité et ensuite parce qu'ils n'ont pas été signalés par le citoyen Marx.

Nous savons en effet que par sa position dans l'Internationale, il n'aurait jamais eu le mauvais goût et le manque de tout sentiment des convenances pour parler en termes aussi peu sympathiques des personnes dont les noms sont cités dans la correspondance à laquelle nous faisons allusion.

Or, M. Marx n'ayant pas tenu le langage qu'on lui prête, tout ce que contient la correspondance de contraire aux convenances retombe donc sur l'éditeur du *New York Herald*. La situation qu'il occupe dans le journalisme en Amérique, quelque peu respectable qu'elle soit, devrait lui faire comprendre qu'il n'est pas permis, à pareille distance, d'attaquer des hommes prisonniers ou fugitifs et poursuivis avec toutes les violences dont la réaction est capable.

Il ne suffit pas parce qu'on est un Barnum en journalisme, se croire le droit de violer tous les sentiments que les autres sont convenus de respecter et cela pour la seule raison de produire une sensation parmi les lecteurs.

L'Internationale veut bien quand la discute ainsi que tous ses membres. Si le *Herald* croit que le public se préoccupe plus de nos faits et gestes que de ceux des rois et des empereurs qui ne figurent plus qu'au second plan depuis notre apparition, qu'il nous mette en scène, qu'il travestisse même s'il le veut toutes nos personnes; mais qu'il n'attaque jamais légèrement nos caractères, ni n'incrimine nos intentions. Dans ce siècle de dépravations et de turpitudes, nous prétendons représenter le droit, la morale, la justice. Nous attaquons sur ce terrain, sans fournir de preuves, est une insulte contre laquelle nous tenons à protester et à mettre en garde le lecteur de bonne foi.

Une nouvelle section

Une nouvelle section française de l'Association Internationale des Travailleurs vient de se fonder à Springfield (Illinois). Cette section formule sa de-

mande d'adr
" Nous, (Illinois),

" Considé
Travailleurs
société et d'

" Deman
et prenons
ses principes

(Suivent l
taire.)

D'autres s
tion dans div
Les persé
Société est e

donnent un
cela continue
seul village

mette ainsi l
avec les autr
donner le co
ils seront no
en seront trè

D'après un
rald, le gouv
assentiment
communeux x

M. Henry
claré au mini
de ces prison

Mais le chi
cette transpor

D'après le
en trois classe

Ceux de la
erimes seraien

Ceux de la
tés dangereus
Nouvelle-Cal

Enfin, ceux
pour légère o
qu'ils avaient

vraiment une
s'expatriation

Dans ce ca
transport; des
neurs, des ten
six mois.

D'un autre
a obtenu du C
de 40,000 ac
pose à M.

prisonniers é
nement franç
littoral du Pa

Tandis qu
pays, des cito
pour les amer

Thiers et s
désaire à tout
à la liberté.

En Améric
citoyens. Ce
qu'un infâme
la République

Pour cette
croire à la vé
ment doit en
grand nombre

gement et dor
catious. Par
barras et aur

Nous espé
prendre au p
seront pour l

Cher
Je vous en
la Commune,
Elle compr

mande d'admission dans les termes suivants :

" Nous, travailleurs français résidant à Springfield (Illinois),

" Considérant que l'Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but de régénérer la société et d'améliorer le sort de la classe ouvrière,

" Demandons à faire partie de la-dite Association, et prenons l'engagement de soutenir et de propager ses principes."

(Suivent les signatures du président et du secrétaire.)

D'autres sections sont également en voie de formation dans diverses autres villes des Etats-Unis.

Les persécutions et les calomnies auxquelles notre Société est en butte de la part des vieux partis lui donnent un développement tel qu'avant six mois, si cela continue, il n'y aura pas une seule ville, pas un seul village qui n'ait une section Internationale et ne mette ainsi les travailleurs en communication les uns avec les autres. Si nos adversaires continuent à nous donner le concours qu'ils nous prêtent par leur sottise, ils seront nos plus puissants auxiliaires, et nous leur en serons très reconnaissants.

Projet de Colonisation

D'après une dépêche publiée par le *New York Herald*, le gouvernement de M. Thiers aurait donné son assentiment à un projet d'émigration de prisonniers communs dans le territoire de l'Arizona.

M. Henry D. Poston, l'auteur du projet aurait déclaré au ministre de France qu'il transporterait 40,000 de ces prisonniers sur les bords du Pacifique.

Mais le chiffre de ceux qui seraient condamnés à cette transportation ne serait pas aussi considérable.

D'après le *Herald*, les prisonniers seraient divisés en trois classes :

Ceux de la première, comprenant les coupables de crimes seraient condamnés aux travaux forcés à perpétuité ;

Ceux de la seconde, comprenant les hommes réputés dangereux seraient transportés à Cayenne ou à la Nouvelle-Calédonie.

Enfin, ceux de la troisième, comprenant les détenus pour légère offense qui n'ont été incarcérés que parce qu'ils avaient été entraînés dans l'insurrection, recevraient une amnistie complète à la condition qu'ils s'expatrieraient volontairement.

Dans ce cas, le gouvernement leur fournirait le transport, des instruments aratoires, des outils de mineurs, des tentes, des armes et des provisions pour six mois.

D'un autre côté, une compagnie de New York, qui a obtenu du Gouvernement mexicain une concession de 40,000 acres de terre dans la Basse-Californie, propose à M. Thiers de fournir 80 acres à chacun des prisonniers communs à la condition que le Gouvernement français les transporterait à ses frais sur le littoral du Pacifique.

Tandis qu'en France on chasse les producteurs du pays, des citoyens Américains font tous leurs efforts pour les amener sur ce continent.

Thiers et ses complices de l'Assemblée veulent se défaire à tout prix des républicains sincères et dévoués à la liberté.

En Amérique on les recherche comme les meilleurs citoyens. Cela ne prouve-t-il pas que M. Thiers n'est qu'un infâme hypocrite quand il dit qu'il veut défendre la République.

Pour cette raison, nous ne serions pas éloignés de croire à la véracité de pareils projets. Le gouvernement doit en effet être enchanté de se défaire d'un si grand nombre de prisonniers qu'ils n'ose mettre en jugement et dont il craint les accusations et les revendications. Par le moyen proposé, il se tirerait d'embarras et aurait l'air de se montrer clément.

Nous espérons bien que nos amis ne se laisseront prendre au piège et que M. Thiers et ses ministres en seront pour leurs frais.

CORRESPONDANCES.

Lettre du citoyen Delescluze.

Cher concitoyen,

Je vous envoie le premier chapitre de l'histoire de la Commune, ainsi qu'il en a été convenu.

Elle comprendra une rapide esquisse de ses prin-

cières manifestations au XIe et XIIe siècle, et continuera par un récit des événements à jamais lamentables qui ont ensanglanté Paris du 18 mars au 1er juin de cette année.

Soyez assez bon pour l'annoncer dans votre prochain numéro.

Tout à vous,

HENRI DELESCLUZE.

Nous recevons la lettre suivante que nous publions sans commentaires.

New York, le 16 août 1871.

A Monsieur le Directeur du Bulletin Républicain de Langue Française.

Monsieur,

Je ne suis pas encore républicain, mais je pense que vous n'aurez pas égard à la couleur du drapeau quand un père malheureux vient réclamer votre publicité pour mettre à jour un fait des plus inouïs. Je vous fais parvenir la copie textuelle de la lettre que j'envoie à Mlle Thiers, dont le père est aujourd'hui Chef du Pouvoir Exécutif en France, à Versailles.

Mademoiselle,

Quand cette lettre vous parviendra, je serai hors de danger, car le mer me protégera contre la poursuite des cavaliers et les balles des fantassins. Je serai d'un côté et mes deux derniers enfants de l'autre, mais nous n'aurons plus rien à craindre de tant de cruautés.

Nous vivions tranquilles, ma famille et moi, à Paris. Mais un jour votre père rêva être le Chef de la France, et, pour cela, il fallait du sang ; alors il a déchaîné sur notre ville ce fleau qu'on nomme le soldat et, quelques jours après, grâce à l'imbécillité du reste de la France, les soudards arrêtaient en plein jour, dans notre quartier et à 600 pas de chez nous, mon fils aîné et ma fille âgée d'à peine seize ans. Ils conduisirent l'un et l'autre dans un poste improvisé sous prétexte d'arrêter le désordre et là, chose horrible ! ils ont violé onze, l'un après l'autre, mon enfant qui ne comprenait rien aux honteux préparatifs de ces monstres ! Mon fils était garroté pendant ce temps.

Après avoir assouvi leur atroce lubricité, ils ont laissé l'enfant aux mains de leurs chefs et ont emmené le frère. Il nous revint vingt heures après, un bras cassé et deux balles au cou et à la poitrine, après avoir été abandonné sur la route. Il a assisté à ce spectacle et il mourait le lendemain, après nous avoir tout raconté. Nous avons appris depuis que notre fille a été tuée à coups de sabre, probablement par le chef de la bande.

Je pars, mais je reviendrai ! Je mettrai ma famille à l'abri d'abord ; je ferai tomber goutte à goutte sur les cheveux blancs de votre père tout le sang qu'il a fait verser, car il faut que l'histoire raconte qu'il fut le plus grand scélérat, le plus grand menteur des temps modernes. Ensuite, s'il vit encore, je savourerai dans son sang les délices de la vengeance.

J'ai la vengeance d'un Corse, et il ne m'échappera pas ; je ne me nomme pas P. de Belcombe pour rien, vous saurez ce que cela veut dire.

P. DE BELCOMBE.

L'extrait suivant est tiré d'une lettre adressée à l'un de nos abonnés.

Encore un malheur dans notre famille : Une troisième victime de la guerre en France depuis quelques mois.

Ton oncle A. R. G., qui habitait Paris, comme tu le sais, depuis de longues années, faisait partie des bataillons fédérés.

Le 25 mai les Versaillistes vinrent le prendre chez lui et le firent descendre dans la rue où se trouvait une barricade près de sa maison. Là, ils l'attachèrent à un poteau et en présence de sa femme et de ses deux petits enfants, ils lui tirèrent un coup de revolver dans l'oreille et un autre dans la poitrine.

Honneur à lui ! Il est mort martyr pour la cause des travailleurs. Ses plus malheureux sont son infortunée veuve et ses deux petits orphelins de deux et cinq ans. Cette pauvre femme, depuis ce jour fatal, est dans un état affreux et pitoyable ; elle ne veut prendre aucune nourriture, et l'aîné de ses enfants est dans un hôpital très malade.

La Duplicité de

Mr. WASHBURN.

Protestation des travailleurs contre le maintien des fonctions du ministre américain en France.

AUX OUVRIERS DES ETATS-UNIS.

Travailleurs nos frères.

L'appel suivant du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs est soumis à votre appréciation. Jugez vous-mêmes de la duplicité de M. Washburn, le représentant des Etats-Unis à Paris, dans ses rapports avec la Commune. Si vous avez encore quelques doutes contre cette dernière, n'oubliez pas que toutes vos informations vous ont été transmises par la presse servile de ses plus mortels ennemis. N'oubliez jamais que la Commune était le gouvernement des travailleurs, et comme tel, haï, détesté et calomnié par toutes les classes privilégiées et leurs organes de tous les pays, qui ont toujours agi de même à l'égard de tous les mouvements ouvriers, aussi bien en Amérique (Voyez par exemple la grève des mineurs qu'on appelle l'émeute de Scranton, la grève d'Amador, Cal., etc.) N'oubliez pas que la Commune s'est battue et est tombée pour revendiquer les droits dont nous devons tous jouir, à savoir le droit de nous gouverner nous-mêmes, et le droit du travailleur de jouir des fruits de son travail.

Nous sommes prêts à fournir à ceux qui la demanderont, une copie complète de la justification de la Commune, telle qu'elle a été publiée par le Conseil général de l'Association Internationale. Quand à M. Washburn, nous n'avons rien de plus à dire, si ce n'est qu'il appartient à la famille des parasites vivant aux dépens du trésor public qui s'est répandue sur toute l'étendue du territoire des Etats-Unis.

Salut fraternel,

Le Comité Central de l'Association Internationale pour l'Amérique du Nord,

- | | |
|--------------|----------------|
| T. H. BANKS, | MILLOT |
| G. CARL, | L. RUPPEL, |
| D. DEBUCHY, | R. STARKE, |
| J. DEVOY, | G. STILBELING, |
| F. FILLY, | T. WEISS, |
| E. GROSSE, | WM. WEST, |

B. HUBERT, Trésorier,
F. A. SORGE, Secrétaire correspondant.

box 101, Hoboken, N. J.

New-York, 1er Août 1871.

Au Comité Central des Sections Américaines de l'Association Internationale.

Citoyens,

Le Conseil Général de l'Internationale croit de son devoir de vous communiquer et de rendre publique la conduite, pendant la guerre civile en France, de Mr. Washburn, l'ambassadeur Américain.

Le rapport suivant est fait par Mr. Robert Reid, un Ecossais qui a vécu pendant dix-huit ans à Paris, et pendant la guerre civile agissant comme correspondant du *London Daily Telegraph* et du *New-York Herald*. Remarquons en passant que le *Daily Telegraph*, dans l'intérêt du gouvernement de Versailles, a falsifié même les courts messages télégraphiques qui lui étaient envoyés par Mr. Reid.

Mr. Reid, maintenant en Angleterre, est prêt à affirmer sa déclaration sous serment.

1

Le son du tocsin général mêlé au grondement du canon a continué toute la nuit. Dormir était impossible. On sent en ce moment, me disais-je, les représentants de l'Europe et d'Amérique ? Est-il possible qu'au milieu de cette effusion de sang innocent ils ne tentent rien pour amener une conciliation ? Je ne pus en supporter l'idée plus longtemps ; et sachant la présence de Mr. Washburn en ville, je pris la résolution d'aller le voir immédiatement.

C'était, je crois, le 17 avril ; on peut s'assurer de la date exacte par ma lettre à lord Lyons, auquel j'écrivis le même jour. Traversant les Champs-Élysées, sur ma route en allant à la demeure de Mr. Washburn, je rencontrai de nombreuses voitures d'ambulance remplies de blessés et de mourants. Les bombes éclataient tout autour de l'Arc-de-Triomphe, et beaucoup de personnes innocentes étaient ainsi ajoutées à la lon-

que liste des victimes de Mr. Thiers. " Arrivant au No. 95 de la rue de Chaillot, je demande au concierge l'ambassadeur des Etats-Unis. Il m'indique le second étage. L'escalier et l'étage où vous demeurez à Paris, est presque toujours un indice certain de votre fortune, en quelque sorte le baromètre de votre position sociale. Nous trouvons au premier sur le devant, un marquis, un simple artisan au cinquième sur le derrière. L'escalier qui les divise, représente le gouffre social qui les sépare. En montant l'escalier, ne rencontrant aucun de ces grands laquais à courte culotte rouge et en bas de soie, je me disais : Ah ! les Américains savent dépenser convenablement leur argent, nous, nous gaspillons le nôtre.

" Entrant dans le cabinet d'un secrétaire, je demandai Mr. Washburn. — Désirez-vous le voir personnellement ? Oui. — Je donnai ma carte, et fus introduit auprès de lui. Il était allongé sur un sofa, lisant un journal. Je m'attendais à le voir se lever, il n'en fit rien, resta assis gardant son journal, acte d'une grossièreté impardonnable dans un pays où tout le monde est généralement si poli.

" Je dis à Mr. Washburn que nous trahissions la cause de l'humanité si nous ne faisons pas tous nos efforts pour amener une conciliation. Que nous réussissions ou non, c'était dans tous les cas, notre devoir de l'essayer. Que le moment paraissait des plus favorables, puisque les Prussiens pressaient alors Versailles pour une solution définitive, les influences réunies de l'Amérique et de l'Angleterre feraient pencher la balance en faveur de la paix.

" Mr. Washburn répondit : — " Les Parisiens sont des insurgés, qu'ils déposent les armes. — Je répliquais que les gardes nationaux avaient un droit incontestable à garder leurs armes, mais que ce n'était pas la question. Quand on outrage l'humanité, le monde civilisé doit intervenir, et je vous demande de vous joindre à lord Lyons à cet effet. — Mr. Washburn — Ces hommes de Versailles ne veulent rien entendre. — M. Reid — S'ils refusent, la responsabilité de ce qui arrivera retombera sur eux. — M. Washburn — Je ne vois pas cela. Je ne puis rien faire. Voyez lord Lyons.

" Ainsi se termina notre entrevue. Je quittai Mr. Washburn, tristement déçu. J'avais trouvé en lui un homme dur et hautain, n'ayant aucun de ces sentiments d'humanité et de fraternité qu'on est en droit d'attendre du représentant d'une république démocratique.

" Dans deux occasions différentes, j'avais eu l'honneur d'une entrevue avec lord Cowley, quand il était notre représentant en France. Ses manières franches et courtoises formaient le plus séduisant contraste avec les froides prétentions et ces allures qui singent l'aristocratie, de l'ambassadeur Américain.

" J'insistais aussi auprès de lord Lyons, que l'Angleterre, au nom de la civilisation, était tenue de faire un effort suprême pour amener une réconciliation entre les partis, étant convaincu que le gouvernement Anglais ne pouvait voir de sang froid des atrocités comme celles commises à la station de Clamart et au Moulin Saquet, sans parler des horreurs de Neuilly, sans encourir les malédictions de tous les amis de l'humanité. Lord Lyons me répondit verbalement, par l'entremise de Mr. Edouard Mallet son secrétaire, qu'il avait transmis ma lettre à son gouvernement, et qu'il transmettrait de même toute communication que je croirais devoir lui faire sur le même sujet.

" A ce moment, tout paraissait favorable à une réconciliation, et si notre gouvernement avait pesé de tout son poids dans la balance, le monde n'aurait pas eu à déplorer le carnage de Paris. Dans tous les cas, ce n'est pas la faute de lord Lyons si le gouvernement Anglais a manqué à son devoir.

" Mais pour revenir à Mr. Washburn, dans l'après-midi du mercredi 24 mai, je passais sur le boulevard des Capucines, quand je m'entendis appeler. M'étant retourné, je vis le docteur Hossart à côté de Mr. Washburn, dans une voiture découverte, au milieu d'un groupe nombreux d'Américains. Après les saluts d'usage, j'étais en conversation avec le docteur Hossart. Bientôt la conversation devint générale et roula sur les scènes horribles qui se passaient. Mr. Washburn alors s'adressant à moi de l'air d'un homme qui sait ce qu'il dit : *Tous les hommes qui appartiennent à la Commune et ceux qui sympathisent avec eux seront fusillés !* Hélas ! je savais que l'on tuait jeunes et vieux, mais je ne m'attendais pas à l'entendre dire d'une façon semi officielle par Mr. Washburn. Et cependant, tandis qu'il débitait cette phrase sanguinaire, il pouvait encore sauver l'archevêque.

II

" Le 24 mai, le secrétaire de Mr. Washburn alla offrir à la Commune alors en séance à la mairie du onzième arrondissement, de la part des Prussiens, une

intervention entre les Versaillais et les fédérés, sur les bases suivantes :

- " Suspension des hostilités.
- " Réélection de la Commune d'un côté et de l'Assemblée nationale de l'autre.
- " Les troupes de Versailles quitteront Paris et se retireront dans et auprès des fortifications.
- " La garde nationale continuera de garder Paris.
- " Aucune poursuite ne sera faite contre les hommes qui servaient et avaient servi dans l'armée de la Commune."

" La Commune, dans une séance extraordinaire, accepta ces termes pourvu qu'on accordât à la France deux mois pour se préparer aux élections générales d'une Assemblée constituante.

" Une seconde entrevue avec le secrétaire de l'ambassade américaine eut lieu. A la séance du matin, le 25 mai, la Commune décida d'envoyer cinq citoyens, au nombre desquels étaient Vermorel, Delescluze et Arnold, comme plénipotentiaires, à Vincennes, où, suivant les indications du secrétaire de Mr. Washburn, on rencontrerait un délégué Prussien. Cette députation ne put passer, en ayant été empêchée par la garde nationale de service à la porte de Vincennes. Enfin dans une dernière entrevue avec le même secrétaire américain, le citoyen Arnold, auquel on avait délivré un sauf conduit le 26 mai, se rendit à St. Denis, où il ne fut pas admis par les Prussiens.

" Le résultat de cette intervention américaine (qui fit croire à une nouvelle neutralité et à l'intercession des Prussiens entre les belligérants) fut, au moment le plus critique, de paralyser la défense pendant deux jours. En dépit de toutes les précautions prises pour tenir les négociations secrètes, elles avaient été bientôt connues des gardes nationaux, qui alors, pleins de confiance dans la neutralité prussienne, coururent se rendre prisonniers à ces derniers. On sait comment cette confiance fut justifiée par les Prussiens, qui firent fusiller par leurs sentinelles les hommes qui se sauvaient, et livrèrent aux Versaillais ceux qui se rendaient prisonniers.

" Pendant toute la durée de l'insurrection, Mr. Washburn ne cessa d'informer la Commune de ses ardeurs sympathiques, que sa position officielle d'ambassadeur lui interdisait de rendre publique, et de son mépris pour le gouvernement de Versailles."

Cette seconde déclaration est faite par un membre de la commune de Paris, qui, l'affirmera sous serment si besoin est.

Pour apprécier pleinement la conduite de Mr. Washburn, la déclaration de Mr. Robert Reid et celle du membre de la Commune doivent être lues comme faisant partie d'un même tout, et représentant deux phases de sa conduite. Quand il déclare à Mr. Reid que les communeux sont des insurgés qui méritent leur sort, Mr. Washburn déclare à la Commune qu'elle a toutes ses sympathies et qu'il n'a que du mépris pour le gouvernement de Versailles.

Le même 24 mai, tandis qu'en présence de M. Hossart et de beaucoup d'autres Américains, il informe M. Reid que non-seulement les communeux, mais même ceux qui sympathisent avec eux sont irrévocablement votés à la mort, il informe la Commune, par son secrétaire, que non-seulement ses membres seront sauvés, mais aussi chaque homme de l'armée fédérale. Maintenant, chers citoyens, nous vous prions de soumettre ces faits aux classes ouvrières des Etats-Unis, et de les mettre à même de décider si M. Washburn est un représentant convenable pour la République Américaine.

Le Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs :

M. T. BOON, Fred. Braenick, G. H. Buttery, Cahill, William Hales, Kolb, F. Lessner, George Milner, Thos. Mottershead, Chas. Murray, P. MacDonnell, Pfander, John Roach, Rübl, Sandler, Cowell Stepney, Alfred Taylor, W. Townshend

Secrétaires correspondants :
Eugène Dupont, pour la France ; Karl Marx, pour l'Allemagne et la Hollande ; F. Engels, pour la Belgique et l'Espagne ; H. Jung, pour la Suisse ; P. Giacomini, pour l'Italie ; Zéva Maurice, pour la Hongrie ; Anton Zabicki, pour la Pologne ; James Cohen, pour le Danemark ; J. G. Eccarius, pour les Etats-Unis.

HERMANN JUNG, président.
JOHN WESTON, trésorier.
GEORGE HARRIS, secrétaire receveur.
JOHN HALES, secrétaire général.

Bureau, 256, High Holborn, London, W. C.
Ce 11 Juillet, 1871.

DEUX FETES AU PROFIT DU

BULLETIN

A NEWARK

Nous recevons de la part du citoyen Bonnefoi de Newark l'offre de consacrer à la publication du Bulletin tous les bénéfices qu'il fera dans la journée du dimanche 27 août courant.

En acceptant cette offre généreuse, nous engageons tous nos amis politiques pour faire en sorte que les recettes soient aussi fortes que possible. Beaucoup d'entre nous conduisent leur famille à la campagne le dimanche pour les enlever aux miasmes de la grande ville ; ils ne peuvent choisir un meilleur endroit que l'établissement du citoyen Bonnefoi, placé sur la hauteur, entouré d'une forêt magnifique dominant la superbe baie de New York et la ville tout entière ; enfin on y jouit du plus beau panorama qui se puisse rencontrer dans les environs.

Les plus grandes facilités de transport existent ; à l'arrivée du bateau qui quitte New York à 10 heures du matin, on prend le car de Springfield avenue jusqu'à Bellemont avenue. L'établissement se trouve à environ quatre blocks de distance dans la Huitième rue, au coin de Court street.

Pour le retour, on peut prendre le train de 9 heures 17 2, ce qui permet de rentrer de très bonne heure.

Comme on nous fait espérer diverses autres opérations de ce genre au profit de notre publication, nous ne saurions trop engager ceux qui pourraient jurer de celle-ci de se rendre à Newark le dimanche 27, ainsi que nous l'avons dit plus haut, afin que les succès de cette première fête donne un encouragement à ceux qui veulent suivre le même exemple.

A NEW-YORK

BANQUET DU 22 SEPTEMBRE.

Dans sa dernière assemblée générale, l'Union républicaine a décidé qu'elle fêterait l'anniversaire du 22 septembre, date de la fondation de notre première république. En conséquence, un comité a été nommé pour organiser cette fête républicaine qui, par suite des circonstances mémorables de cette année doit avoir une grande importance. Le Comité se compose des citoyens : BARON, CONSTANT, DERBY, FLAURAUD et LAJOUR.

REUNIONS

L'UNION REPUBLICAINE.

La première section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois.

La deuxième section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin, se réunit dans ses bureaux, 135 West-ster street, au tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française doit être adressé.

Les réunions de la Section de Staten-Island, 3ème de New-York, ont lieu le troisième dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au domicile du citoyen Zang, au coin des rues Water et Wright, près le Park, à Stapleton.

ASSOCIATION INTERNATIONALE

La Section française, No. 2 de l'Internationale, se réunit les 1er, 3ème, 5ème et 7ème dimanches de chaque mois, à 9 heures du matin, et le deuxième dimanche à 2 heures, au No. 100, Prince street.

La Section française, No. 10 de l'Internationale, se réunit deux fois par mois, le 1er mardi et le 3ème samedi à 6 heures du soir, au No. 630, 3ème Avenue, entre la 41e et la 42e rue.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.

aujourd'hui